

Publications périodiques

Comptes annuels

LOMBARD ODIER (EUROPE) S.A.

Société de droit étranger au capital de 40 000 000,00 €.
Établissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.
Siège social : 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg – (Luxembourg).
R.C.S. Luxembourg : B 169 907
Succursale en France : 8, rue Royale, 75008 Paris.
803 905 157 R.C.S. Paris.

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 approuvés par l'Assemblée Générale du 27 juin 2018.

pwc

Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de **Lombard Odier (Europe) S.A.**

Rapport sur l'audit des comptes annuels*Notre opinion*

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Société ») au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Ce que nous avons audité

Les comptes annuels de la Société comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2017 ;
- le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date ;
- les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la Loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlement, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous sommes indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles.

Au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par l'Article 5(1) du Règlement (UE) N° 537/2014.

Les services fournis en plus de l'audit légal tant à la Société qu'à sa ou ses filiales, sur la période du 1 janvier 2017 au 31 décembre 2017, sont mentionnés dans la Note 19 des comptes annuels.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée, et incluent les risques jugés les plus importants d'anomalies significatives, y compris les risques d'anomalie significative due à une fraude. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Comment notre audit a répondu à cette question clé
<i>Comptabilité des revenus liés aux opérations avec un traitement manuel</i>	
Comme indiqué à la note 19.1 des comptes annuels, la Banque a des revenus nets d'intérêts et de commissions liés aux services rendus aux clients de la Banque pour un montant de 39 387 994 EUR.	Nous avons acquis une compréhension des processus de la Banque et des contrôles autour des opérations avec un traitement manuel ayant un impact sur les revenus de la Banque.
Les processus liés à la comptabilité des revenus de la Banque sont principalement automatisés.	Nous avons testé l'efficacité du fonctionnement des contrôles de ce processus, y inclus la ségrégation des tâches.
Cependant, au 31 décembre 2017, 5 231 829 EUR qui représentent 12,1% des revenus de commissions impliquent un certain degré de traitement manuel dans le processus de comptabilité et de facturation.	Sur la base d'un échantillon, nous avons ré-exécuté les calculs des opérations présentant un traitement manuel et obtenu des preuves d'audit corroboratives concernant les informations utilisées pour ce calcul.
Ce revenu est considéré comme une question clé de l'audit en raison de son caractère significatif dans les revenus de commission et du risque de fraude et d'erreur qui sont liés aux opérations qui sont comptabilisées via un traitement manuel.	

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration et des responsables du gouvernement d'entreprise pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables du gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'entreprises agréé par le Conseil d'Administration en date du 6 avril 2017 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 6 ans.

*PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par Rima Adas
Luxembourg, le 14 juin 2018*

Bilan au 31 décembre 2017

Actif	Note	2017	2016
		EUR	EUR
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	4.2.1, 5	9 553 607	8 172 354
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale			
- effets publics et valeurs assimilées	4.2.1, 6	83 278 069	94 811 150
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit			
- à vue	4.2.1, 7.2	625 319 077	438 948 591
- autres créances	4.2.1, 7.2	-	141 945 559
		625 319 077	580 894 150
Crédits et avances consentis à la clientèle	4.2.1	270 299 898	207 373 611
Instruments financiers dérivés	4.2.1, 4.2.2	4 145 583	1 756 226
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe			
- des émetteurs publics	4.2.1, 6	114 000 000	114 000 000
Parts dans des entreprises liées	4.2.1, 7	1 188 000	1 188 000
Actifs corporels	8	782 479	903 956
Autres actifs	9	6 346 822	4 866 733
Comptes de régularisation		6 994 637	5 603 696
Total des actifs		1 121 908 172	1 019 569 876

Passif	Note	2017	2016
		EUR	EUR
Dettes envers des établissements de crédit			
- à vue	4.2.1, 7.2	2 580 933	4 016 948
- à terme ou à préavis	4.2.1, 7.2	14 709 197	19 000 000
		17 290 130	23 016 948
Dettes envers la clientèle			
- autres dettes :			
- à vue	4.2.1, 7.2	1 037 943 814	944 298 335
Instruments financiers dérivés	4.2.1, 4.2.2	4 044 527	1 702 573
Autres passifs	10	8 375 217	4 846 160
Comptes de régularisation		2 817 157	3 899 063
Provisions	11		
- autres provisions		12 845 741	9 903 894
		12 845 741	9 903 894
Capital souscrit	12, 15	40 000 000	40 000 000
Primes d'émission	14, 15	21 072 360	36 072 360
Réserves	13, 15	14 000	14 000
Perte reportée	15	-9 183 457	-30 702 036
Perte de l'exercice	15	-13 311 317	-13 481 421
		38 591 586	31 902 903
Total des passifs		1 121 908 172	1 019 569 876

Postes hors bilan au 31 décembre 2017

	Note	2017	2016
		EUR	EUR
Passifs éventuels	17.1	945 109	2 649 425
dont :			
- cautionnements et actifs donnés en garantie		945 109	2 649 425
Engagements	17.2	31 652 486	16 514 375
Opérations fiduciaires		67 516 143	117 766 842

Compte de profits et pertes pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017

	Note	2017	2016
		EUR	EUR
Intérêts et produits assimilés*	19.1	4 837 286	4 360 583
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		996 487	1 370 630
Intérêts et charges assimilées*	19.1	-1 304 863	-744 796
Commissions perçues	19.1	42 930 799	38 291 817
Commissions versées	19.1	-6 791 442	-6 376 866

Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières	19.2	415 289	1 438 211
Autres produits d'exploitation	19.3	3 719 690	3 483 856
Frais généraux administratifs		-55 042 221	-51 867 497
- frais de personnel	20	-42 200 287	-38 739 426
dont			
- salaires et traitements		-31 187 210	-27 715 655
- charges sociales		-8 798 571	-7 500 768
dont : charges couvrant les pensions		-2 849 119	-2 440 106
- autres frais administratifs	19.4	-12 841 934	-13 128 071
Corrections de valeur sur les actifs incorporels et les actifs corporels	8	-330 923	-369 595
Corrections de valeur sur des prêts et avances et provisions pour passifs et engagements éventuels		-173 600	-
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	22	-32 100	-91 347
Perte provenant des activités ordinaires, après impôts		-11 772 085	-11 875 634
Produits exceptionnels	19.5	384 558	69 529
Charges exceptionnelles	19.5	-197 042	-133 304
Bénéfice ou perte exceptionnel(le)		187 516	-63 775
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	23	-1 726 748	-1 542 012
Perte de l'exercice		-13 311 317	-13 481 421

**Les chiffres de l'exercice précédent relatifs aux intérêts à recevoir et à payer ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2017.*

Affectation du résultat au 31 décembre 2017

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 27 juin 2018 a constaté que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 font apparaître une perte de 13.311.317 Euros et a décidé de reporter à nouveau cette perte.

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2017

1. Généralités

Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Banque ») a été établie dans le Grand-Duché de Luxembourg le 25 juin 2012 sous le statut de société anonyme. Le 24 septembre 2014, la Banque a reçu l'agrément du ministère des Finances qui lui confère le statut d'établissement de crédit. Les activités au Luxembourg s'inscrivent dans le prolongement de la succursale qui opérait au Luxembourg depuis la Belgique. Au 1^{er} décembre 2012, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (Belgique) S.A., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités en Belgique ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 31 décembre 2012, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (Nederland) N.V., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités aux Pays-Bas ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 1^{er} novembre 2013, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (España) S.A. S.V., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités en Espagne ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 1^{er} décembre 2013, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier Darier Hentsch (UK) Limited, à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités au Royaume-Uni ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 31 décembre 2014, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (France) S.A., à l'issue de laquelle les activités de cette entité légale ont été poursuivies par l'établissement d'une succursale de Lombard Odier (Europe) S.A. en France. Cette fusion est entrée en vigueur avec effet rétroactif aux fins comptables au 1^{er} octobre 2014. En 2015, la filiale Lombard Odier Gestion (France) a fusionné avec Lombard Odier (Europe) S.A. Succursale en France, en conséquence de quoi la première société a cessé d'exister. La fusion a eu lieu le 31 décembre 2015 et a pris effet avec effet rétroactif aux fins comptables au 1^{er} janvier 2015. Au 3^e trimestre 2016, la Banque a établi une succursale à Milan, Italie.

Modification des statuts

La Banque a été constituée par un acte passé devant le notaire Henri Hellinckx, résidant au Luxembourg, le 25 juin 2012, publié dans le Mémorial C, recueil spécial des sociétés et associations, n°1931 le 3 août 2012 dont les statuts ont été modifiés comme suit :

- par un acte signé par le même notaire, Maître Hellinckx, le 20 novembre 2012, publié dans le Mémorial C n° 2904 du 30 novembre 2012 afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société belge Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (Belgique) S.A. ;

- par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 21 décembre 2012, publié dans le Mémorial C n° 3110 du 31 décembre 2012 afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société néerlandaise Lombard Odier & Cie (Nederland) N.V. ;

- après un acte rectificatif signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 21 décembre 2012, publié dans le Mémorial C n° 75 le 12 janvier 2013, indiquant le bon montant du capital social modifié ;

- par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 14 novembre 2013, publié dans le Mémorial C n° 2736 du 2 novembre 2013, afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société espagnole Lombard Odier & Cie (España) S.V. S.A. ;

- par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 14 novembre 2013, publié dans le Mémorial C n° 3040 du 2 décembre 2013 afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société britannique Lombard Odier Darier Hentsch (UK) Limited ;

- par un acte signé par le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 5 décembre 2013, publié dans le Mémorial C n° 99 le 11 janvier 2014, afin d'adapter certaines dispositions des statuts pour inclure les activités de courtage en assurance, ramener la durée du mandat des administrateurs de 6 à 3 ans et modifier la fréquence des réunions du Conseil d'administration, d'une fois par trimestre à quatre fois par an ;

- par un acte passé devant le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 22 octobre 2014, publié dans le Mémorial C n° 3538 le 25 novembre 2014, afin d'adapter le capital à la suite d'une augmentation de capital ;

- par un acte passé devant le notaire Henry Beck, résidant à Echternach, le 22 décembre 2014, publié dans le Mémorial C n° 24 du 6 janvier 2015, afin d'adapter le capital après la fusion entre Lombard Odier (Europe) S.A. et la société française Lombard Odier & Cie (France) S.A.

Le cœur de métier de la Banque est la prestation de services de gestion privée, d'asset management et de dépôt de titres. La Banque possède des succursales aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en France, au Royaume-Uni et en Italie. La Banque est détenue à 100% par LO Holding S.A. en Suisse.

Structure du Groupe

La Banque appartient au Groupe Lombard Odier. La société faitière de ce Groupe est la Compagnie Lombard Odier ScmA, dont le siège est à Genève, en Suisse (la «société faitière»).

Exercice financier

L'exercice financier porte sur l'ensemble de l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Sociétés du Groupe

Les transactions intersociétés, les comptes créanciers et débiteurs avec des sociétés du groupe sont publiés et comptabilisés dans des conditions de concurrence normale.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé des membres suivants :

- M. Frédéric Rochat (Président du Conseil)
- M. Carl Verbrugge
- M. Marc Lopez
- M. Denis Pittet
- Mme Joëlle Pacteau (jusqu'au 29 mars 2018)
- M. Patrick Dequae (depuis le 29 mars 2018)
- M. David Garrido (depuis le 29 mars 2018)
- M. Christian Morel
- M. Henry Fischel-Bock

Le Management Committee est composé des membres suivants :

- M. Henry Fischel-Bock (Président du Comité)
- M. Ronald van Beek (jusqu'au 15 octobre 2017)
- M. Jérôme Fourie (depuis le 16 avril 2018)
- M. Alessandro Colarusso

2. Présentation des chiffres de l'exercice précédent

Les chiffres présentés au bilan à décembre 2016 concernant les Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale et concernant les Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ont fait l'objet d'une reclassification afin de permettre une comparaison avec les chiffres présentés au bilan au 31 décembre 2017. Les montants comptabilisés en Intérêts et produits assimilés liés aux intérêts négatifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont fait l'objet d'une reclassification en Intérêts et charges assimilées afin de permettre une comparaison avec les chiffres présentés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

3. Récapitulatif des principes comptables et règles d'évaluation importants

3.1 Principes d'établissement

Les présents comptes annuels ont été établis en accord avec la législation et les principes comptables généralement acceptés dans le secteur bancaire du Grand-Duché de Luxembourg. Les principes comptables et d'évaluation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'administration, à l'exception de ceux qui sont définis par la loi modifiée du 17 juin 1992 (la « Loi ») et par la CSSF. La Banque, par dérogation à l'article 52 de la Loi, fixe la valeur de ses instruments financiers dérivés en se référant à la juste valeur.

L'établissement des comptes annuels impose d'utiliser certaines estimations comptables importantes. Le Conseil d'administration doit également faire valoir son opinion dans l'application des principes comptables. Les changements apportés aux hypothèses peuvent avoir un impact important sur les comptes annuels au cours de la période durant laquelle les hypothèses ont changé. Le Conseil d'administration considère que les hypothèses sous-jacentes sont pertinentes et que les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière et des résultats.

La Banque effectue des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant. Les estimations et les opinions sont constamment évaluées et fondées sur l'expérience historique et d'autres facteurs, dont les projections de futurs événements considérés comme plausibles au regard du contexte.

La Banque est incluse dans les comptes consolidés de Compagnie Lombard Odier ScmA, une société en commandite par actions de droit suisse constituée à Genève, dont le siège social est situé 11, rue de la Corratierie, CH-1204 Genève, formant le groupe d'entreprises le plus grand et le plus petit dont la Banque fait partie. Les comptes consolidés ont été publiés au 30 avril 2018. Ces comptes sont disponibles sur le site : www.lombardodier.com.

3.2 Monnaies étrangères

Les comptes annuels sont établis dans la monnaie du capital social (EUR). La Banque a adopté un système comptable multidevises qui comptabilise les opérations réalisées dans une autre monnaie que celle du capital social. Pour l'établissement des comptes annuels, les montants en monnaies étrangères sont convertis en EUR sur la base suivante :

3.2.1 Opérations au comptant

Les actifs et les passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis en EUR aux taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les actifs détenus sous forme d'actifs corporels et incorporels, qui ne sont pas couverts sur les marchés forward ou au comptant sont toutefois convertis en euros au taux en vigueur à leur date d'acquisition. Les opérations au comptant sur devises non réglées sont converties en EUR au cours au comptant en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis dans la monnaie du capital social au taux en vigueur à la date de la transaction, sauf pour les transactions portées au

bilan de la succursale britannique, lesquelles sont converties en EUR en taux de change moyen mensuel pour la paire GBP /EUR.

3.2.2 Transactions forward

Les opérations forward sur devises non réglées sont converties en EUR au cours à terme en vigueur à la date du bilan pour l'échéance résiduelle. Les pertes de change réalisées sur les contrats de change forward non couverts sont inscrites au compte de profits et pertes au cours forward en vigueur à la date du bilan pour la durée résiduelle du contrat. Les gains sur les cours réalisés sur les contrats forward non couverts ne sont portés au bilan qu'une fois réalisés. Pour les transactions couvertes, les pertes de change résultant d'une réévaluation viennent en déduction des gains réalisés.

3.2.3 Gains et pertes de change

Les gains et les pertes de change réalisés sur toutes les transactions et les gains et pertes de change latents sur les transactions couvertes sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

3.3 Crédits et avances

Les crédits et avances sont comptabilisés à leur prix d'achat. En application de la politique de la Banque, des provisions doivent être constituées pour les créances compromises au gré des circonstances et pour les montants fixés par le Conseil d'administration. Ces provisions sont déduites des postes de l'actif concerné et ne doivent pas être maintenues si les raisons pour lesquelles elles ont été portées au bilan ne sont plus valables.

3.4 Créances

Les créances sont comptabilisées au passif au montant de remboursement. Lorsque le montant du remboursement est inférieur au montant enregistré, la différence peut être comptabilisée comme un actif et amortie sur l'ensemble de l'échéance de la dette.

3.5 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations autres que les immobilisations financières sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, sauf pour les immobilisations corporelles et incorporelles de la succursale britannique pour lesquelles la valeur est convertie en EUR à la date d'établissement des comptes. Le coût d'acquisition comprend également les frais acquittés pour acheter les actifs. Les coûts d'acquisition des actifs corporels et incorporels dont l'utilisation est limitée dans le temps sont amortis de façon linéaire sur l'ensemble de la durée d'utilisation.

En cas de baisse durable de la valeur, les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à des corrections de valeur, que leur utilisation soit limitée dans le temps ou non. La comptabilisation à la valeur inférieure n'est pas conservée si les raisons pour lesquelles la valeur a été corrigée ne sont plus valables.

3.5.1 Actifs corporels

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque pour ses propres opérations. Les actifs corporels autres que les terrains sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée aux taux suivants :

Les durées d'utilisation estimées sont :	Le pourcentage de dépréciation est le suivant :	
- Améliorations locatives	5 ans	20%
- Autres	5 ans	20%

3.6 Instruments financiers dérivés

Des contrats sur dérivés sont conclus avec les clients de la Banque. Les opérations sur dérivés conclues avec les clients de la Banque sont transposées une par une auprès de la Banque Lombard Odier & Cie SA. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat sur dérivé, puis sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à l'aide de techniques d'évaluation fondées sur l'observation des marchés. Tous les dérivés sont comptabilisés parmi les actifs lorsque la juste valeur est positive et comme passifs lorsque la juste valeur est négative. Les modifications de la juste valeur de ces dérivés, pour le compte des clients de la Banque, sont inscrites dans un compte de compensation.

3.7 Autres actifs et comptes de régularisation

Les autres actifs et comptes de régularisation sont comptabilisés à la valeur nominale.

3.8 Valeurs mobilières à revenu fixe

Ce portefeuille d'investissement comprend des valeurs mobilières à revenu fixe, qui ont vocation à être conservées à long terme dans le cadre normal des activités de la Banque.

Les valeurs mobilières à revenu fixe possédant les caractéristiques des immobilisations financières sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une correction de la valeur est effectuée lorsque le Conseil d'administration estime que la valeur a durablement baissé. Ce montant est déduit du poste de l'actif correspondant et ne doit pas être maintenu si les raisons ne sont plus valables.

La prime résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix supérieur au montant remboursable à l'échéance est inscrite au compte de profits et pertes sur la base du coût amorti.

L'escompte résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est comptabilisé dans les produits échelonnés sur la période restante jusqu'au remboursement.

3.9 Parts dans des entreprises liées

Les parts dans des entreprises liées qui possèdent les caractéristiques des immobilisations financières sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont évaluées à leurs coûts d'acquisition. Une correction de la valeur est effectuée lorsque le Conseil d'administration juge que la valeur a durablement baissé. Ce montant est déduit du poste de l'actif correspondant et ne doit pas être maintenu si les raisons ne sont plus valables.

3.10 Transactions avec des parties liées

La Banque réalise diverses opérations avec des entités du Groupe Lombard Odier, concernant, notamment, le traitement des transactions, les services de dépôt de titres, l'utilisation du service informatique, l'audit interne, le détachement de personnel, le partage de fonctions de support, le placement de positions de trésorerie ainsi que le refinancement de crédits accordés aux clients. Toutes les opérations sont réalisées dans des conditions de pleine concurrence.

4. Analyse des instruments financiers

4.1 Stratégie reflétant le recours aux instruments financiers

La Banque n'effectue aucune opération sur des instruments financiers dérivés pour le compte de ses clients. Toutes les opérations réalisées pour le compte de clients sont automatiquement transférées à la Banque Lombard Odier & Cie SA.

Le portefeuille d'instruments financiers sert à couvrir les besoins de liquidités de la Banque.

4.2 Analyse des instruments financiers

4.2.1 Informations sur les instruments financiers primaires

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers primaires de la Banque, en termes de montant comptable, dans des groupes d'échéance selon la période restante entre la date du bilan et la date d'échéance contractuelle.

Analyse des instruments financiers - Instruments non négociables primaires 2017

	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	9 553 607	-	-	-	-	9 553 607
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	625 319 077	-	-	-	-	625 319 077
Crédits et avances consentis à la clientèle	104 768 018	130 197 100	35 334 780	-	-	270 299 898
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	-	-	83 278 069	-	-	83 278 069
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	110 000 000	4 000 000	-	-	114 000 000
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	1 188 000	1 188 000
Instruments financiers dérivés	3 609 214	412 043	124 326	-	-	4 145 583
Total des actifs financiers	743 249 916	240 609 143	122 737 175	-	1 188 000	1 107 784 235
Actifs non financiers	11 208 452	515 665	31 500	1 585 841	782 479	14 123 937
Total des actifs	754 458 368	241 124 808	122 768 675	1 585 841	1 970 479	1 121 908 172
Catégorie d'instruments (dettes financières)						
Dettes envers des établissements de crédit	4 290 130	1 000 000	12 000 000	-	-	17 290 130
Dettes envers la clientèle	1 037 943 814	-	-	-	-	1 037 943 814
Instruments financiers dérivés	3 520 668	399 662	124 197	-	-	4 044 527
Total des passifs financiers	1 045 754 612	1 399 662	12 124 197	-	-	1 059 278 471
Passifs non financiers	24 167 785	117 356	143 604	-	38 200 956	62 629 701
Total des passifs	1 069 922 397	1 517 018	12 267 801	-	38 200 956	1 121 908 172

Analyse des instruments financiers - Instruments non négociables primaires 2016

	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	8 172 354	-	-	-	-	8 172 354
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	580 894 150	-	-	-	-	580 894 150
Crédits et avances consentis à la clientèle	96 155 409	79 218 202	20 000 000	12 000 000	-	207 373 611
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	-	-	94 811 150	-	-	94 811 150
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	-	114 000 000	-	-	114 000 000
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	1 188 000	1 188 000
Instruments financiers dérivés	1 072 042	684 184	-	-	-	1 756 226
Total des actifs financiers	686 293 955	79 902 386	228 811 150	12 000 000	1 188 000	1 008 195 491
Actifs non financiers	6 823 995	831 679	1 239 333	1 575 422	903 956	11 374 385
Total des actifs	693 117 950	80 734 065	230 050 483	13 575 422	2 091 956	1 019 569 876
Catégorie d'instruments (dettes financières)						
Dettes envers des établissements de crédit	4 016 948	6 000 000	1 000 000	12 000 000	-	23 016 948
Dettes envers la clientèle	944 298 335	-	-	-	-	944 298 335

Instruments financiers dérivés	1 037 528	665 045	-	-	-	1 702 573
Total des passifs financiers	949 352 811	6 665 045	1 000 000	12 000 000	-	969 017 856
Passifs non financiers	18 240 245	-	408 872	-	31 902 903	50 552 020
Total des passifs	967 593 056	6 665 045	1 408 872	12 000 000	31 902 903	1 019 569 876

La Banque ne possède aucun instrument de négoce primaire aux 31 décembre 2017 et 2016.

4.2.2 Informations sur les instruments financiers dérivés

4.2.2.1 Description des dérivés utilisés

La Banque ne souscrit les instruments dérivés suivants que dans le cadre des transactions réalisées pour le compte de ses clients, lesquelles sont automatiquement transposées auprès de la société faîtière :

- les opérations forward sur devises sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre des monnaies étrangères à une date ultérieure à un prix spécifié ;
- les swaps de change désignent l'achat et la vente simultanés de montants identiques d'une monnaie en échange d'une autre avec deux dates de valeur différentes et à des cours différents (au comptant ou à terme) ;
- les options sur devises donnent le droit et non l'obligation, au propriétaire d'acheter ou de vendre une monnaie à un cours de change préalable convenu à une date déterminée.

4.2.2.2 Analyse des dérivés

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers dérivés de la Banque.

Le tableau, qui indique le niveau d'activité des instruments utilisés pour le compte de ses clients, présente les valeurs notionnelles et les justes valeurs pour chaque catégorie d'instruments et les divise en groupes selon leur échéance résiduelle.

Analyse des instruments financiers- Instruments dérivés 2017

	Contrat/ montant notionnel	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Plus de 1 an		Total	
		Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Opérations sur devises OTC (*)									
Opérations forward sur devises	418 012 824	2 349 061	2 294 742	45 718	42 199	121 262	121 262	2 516 041	2 458 203
Swaps de change	163 281 322	1 049 173	1 014 947	152 304	143 442	3 064	2 936	1 204 541	1 161 325
Options sur devises	46 117 623	210 980	210 980	214 021	214 021	-	-	425 001	425 001
Total	627 411 769	3 609 214	3 520 669	412 043	399 662	124 326	124 197	4 145 583	4 044 529

* De gré à gré

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés 2016

	Contrat/ montant notionnel	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Plus de 1 an		Total	
		Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Opérations sur devises OTC (*)									
Opérations forward sur devises	71 996 342	375 477	357 633	642 595	623 456	-	-	1 018 072	981 089
Swaps de change	29 570 944	567 189	550 518	-	-	-	-	567 189	550 518
Options sur devises	24 754 753	129 377	129 377	41 589	41 589	-	-	170 966	170 966
Total	126 322 039	1 072 043	1 037 528	684 184	665 045	-	-	1 756 227	1 702 573

(*) De gré à gré

4.3 Risque de crédit

4.3.1 Description du risque de crédit

La Banque est exposée au risque de crédit, lequel correspond à l'incapacité d'une contrepartie à payer les sommes dans leur intégralité à la date d'échéance. Le risque de crédit est considéré comme limité et comprend les avoirs détenus auprès d'autres établissements financiers, les investissements dans des obligations de première qualité pour le portefeuille d'investissement et les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombard (y compris des prêts, des découverts, des limites de négoce et des garanties). La Banque ne fait appel à des établissements financiers comme contreparties qu'après avoir obtenu l'accord du Comité de gestion des risques (« RMC ») de la Banque qui définit également l'exposition maximale à une même contrepartie à l'échelle de la Banque.

Pour les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombard (y compris les prêts, les découverts, les limites de négoce et les garanties), un collatéral suffisant est obtenu selon le portefeuille d'investissement déposé auprès de la Banque ou les garanties fournies pour couvrir l'exposition.

4.3.2 Mesure de l'exposition au risque de crédit

Les informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires sont publiées sur la base du montant comptable, après déduction des corrections de valeur. Les garanties reçues, qui limitent l'exposition au risque de crédit, ne sont pas prises en compte.

4.3.3 Concentration du risque de crédit

Les tableaux ci-dessous montrent la concentration du risque de crédit inhérent aux instruments financiers, pour les postes hors bilan et du bilan, par zone géographique et secteur économique.

Concentration du risque de crédit par zone géographique en % (2017)

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2017	2017	2017
Union européenne	39%	100%	43%
Etats-Unis d'Amérique	7%	0%	0%
Suisse	54%	0%	57%
Total	100%	100%	100%

Concentration du risque de crédit par secteur économique en % (2017)

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2017	2017	2017
Banques centrales	1%	0%	0%
Gouvernement	17%	0%	0%
Etablissements financiers	56%	0%	57%
Secteur privé	24%	100%	43%
Autres	2%	0%	0%
Total	100%	100%	100%

Concentration du risque de crédit par zone géographique en % (2016)

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2016	2016	2016
Union européenne	38%	100%	51%
Etats-Unis d'Amérique	9%	0%	0%
Suisse	53%	0%	49%
Total	100%	100%	100%

Concentration du risque de crédit par secteur économique en % (2016)

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Engagements	Produits dérivés OTC
	2016	2016	2016
Banques centrales	1%	0%	0%
Gouvernement	21%	0%	0%
Etablissements financiers	57%	0%	49%
Secteur privé	20%	100%	51%
Autres	1%	0%	0%
Total	100%	100%	100%

4.4 Risque de marché

La Banque est peu exposée au risque de marché lié aux investissements pour propre compte. Les placements réalisés génèrent toutefois un rendement à maturité positif car les placements seront généralement conservés jusqu'à l'échéance. Les risques de marché immatériels découlent des produits et des charges libellés dans une monnaie étrangère.

5. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

Conformément aux exigences de la Banque centrale européenne, les banques centrales en Europe ont mis en place à compter du 1^{er} janvier 1999 un système de réserves minimales obligatoires qui s'applique à tous les établissements de crédit. Les soldes de réserves minimales au 31 décembre 2017 détenus par la Banque dans les différents pays sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	2017	2016
	EUR	EUR
Réserve de liquidité Luxembourg	4 454 920	2 545 919
Réserve de liquidité Belgique	2 805 047	3 658 920
Réserve de liquidité France	844 530	641 999
Réserve de liquidité Espagne	433 744	354 006
Réserve de liquidité Pays-Bas	968 487	870 372
Total	9 506 728	8 071 216

Les soldes restants sont des liquidités en caisse auprès de nos bureaux, d'un montant de EUR 46 879 au 31 décembre 2017 (2016 : EUR 101 138).

6. Valeurs mobilières à revenu fixe

Valeurs mobilières cotées	2017	2016
	EUR	EUR
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	83 278 069	94 811 150
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	114 000 000	114 000 000

Les valeurs mobilières à revenu fixe sont comptabilisées comme suit :

	2017	2016
	EUR	EUR
Portefeuille d'investissement	197 278 069	208 811 150

Les mouvements concernant les valeurs mobilières à revenu fixe sont présentés ci-dessous (2017).

	Valeur nominale	Agio	Disagio	Juste valeur	Intérêts courus
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Solde d'ouverture	208 811 150	1 239 333	-408 872	210 849 353	831 679
Acquisition	-	-	-	-	-
Aliénations	-	-	-	-	-
Amortissement inscrit au compte de profits et pertes	-	-692 168	147 912	-	-
Intérêts courus	-	-	-	-	-40 303
Effet de change	-11 533 081	-	-	-11 402 721	-
Variation de la juste valeur	-	-	-	-2 214 692	-
Solde final	197 278 069	547 165	-260 960	197 231 940	791 376

7. Parts dans des entreprises liées**7.1 Résumé des participations dans des entreprises liées (2017)**

La participation est évaluée au coût d'acquisition et correspond à Lombard Odier Gestion (España) S.G.I.I.C, S.A.U., qui est une société de gestion d'actifs basée en Espagne.

Nom	Valeur comptable	Part du capital détenue en %	Capitaux propres au 31.12.2017	Bénéfice pour l'exercice arrêté au 31.12.2017
	EUR	EUR	EUR	EUR
Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C, S.A.U., Madrid, Espagne	1 188 000	100%	2 167 357	589 250

7.2 Crédits et avances consentis à et dettes envers des entreprises liées

Ces postes sont détaillés comme suit :

	2017	2016
	EUR	EUR
Actifs		
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	592 582 775	421 938 017
Passif		
Dettes envers des établissements de crédit	17 290 130	23 016 948
Dettes envers la clientèle	117 457	117 784

8. Actifs corporels

Toutes les immobilisations corporelles sont utilisées par la Banque dans le cadre de ses propres activités.

	2017	2016
	EUR	EUR
Valeur brute au début de l'année	8 560 468	8 441 901
Valeur brute des actifs apportés au titre des fusions	-	-
Acquisitions	214 079	345 963
Aliénations	-	-
Effet de change	-55 368	-227 396
Valeur brute à la fin de l'année	8 719 179	8 560 468
Corrections cumulées de la valeur au début de l'année	-7 656 512	-7 485 455
Corrections de la valeur cumulées en lien avec des fusions légales	-	-
Correction de valeur	-330 892	-369 595
Correction de valeur en lien avec les aliénations	-	-

<i>Effet de change</i>	50 704	198 538
Corrections cumulées de la valeur à la fin de l'année	-7 936 700	-7 656 512
Valeur comptable nette au début de l'année	903 956	956 446
Valeur brute nette à la fin de l'année	782 479	903 956

L'effet de change est lié à la réévaluation en euros de la valeur brute des immobilisations détenues par la succursale britannique, ainsi que la correction de la valeur de ces dernières.

9. Autres actifs

Les autres actifs se composent principalement des éléments suivants :

	2017	2016
	EUR	EUR
Créances	3 693 098	2 732 538
Impôts à recouvrer	413 358	406 715
Autres	2 240 366	1 727 480
Total	6 346 822	4 866 733

Les créances correspondent principalement aux créances sur d'autres entités du Groupe Lombard Odier qui s'élèvent à EUR 2 951 494 (2016 : EUR 2 121 318) et aux montants facturés aux clients en contrepartie des services fournis par la Banque. Aucune créance n'est en souffrance. Le montant indiqué sous Autres correspond aux cautions versées pour la location d'immeubles sur nos sites, à hauteur de EUR 1 585 841 (2016 : EUR 1 575 422).

10. Autres passifs

Les autres passifs se composent principalement des éléments suivants :

	2017	2016
	EUR	EUR
Impôts à acquitter	2 624 156	2 783 528
Frais généraux	2 115 797	897 514
Autres	3 635 264	1 165 118
Total	8 375 217	4 846 160

Les impôts à acquitter se composent principalement des impôts à la source, des charges sociales, de la TVA et l'impôt sur la fortune à acquitter. Les montants à payer se composent principalement des dettes interentreprises envers la Banque Lombard Odier & Cie SA d'un montant de EUR 404 504 (2016 : EUR 157 599), et des dettes envers les fournisseurs externes sur tous les sites se montant à EUR 1 621 000 (2016 : EUR 738 462). Le montant indiqué sous Autres se compose principalement de composantes de rémunération à verser.

11. Provisions

Les provisions se composent principalement de la provision pour les rémunérations variables et les frais généraux.

12. Capital souscrit

Le capital total autorisé de la Banque s'élève à EUR 40 000 000 au 31 décembre 2017, représenté par 400 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100.

13. Réserves

Sur le résultat de 2012, EUR 14 000 ont été alloués aux réserves légales. Depuis 2012, la Banque a enregistré des pertes. Aucune attribution supplémentaire n'a par conséquent été faite dans la réserve légale.

14. Prime d'émission

La réserve de prime d'émission représente la prime d'émission résultant des mises de fonds en nature en rapport avec les fusions transfrontalières. Des liquidités ont par ailleurs été transférées dans la prime d'émission en lien avec des apports en capital effectués par l'Actionnaire.

15. Variations des capitaux propres (2017)

Les variations des capitaux propres de la Banque sont résumées ci-dessous :

	Capital souscrit	Prime d'émission	Perte de l'exercice	Réserves légales	Report de résultat	Total
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Bilan au 31 décembre 2016	40 000 000	36 072 360	-13 481 421	14 000	-30 702 036	31 902 903
Répartition du résultat de l'exercice précédent	-	-	13 481 421	-	-	13 481 421
- transfert vers le résultat reporté	-	-	-	-	-13 481 421	-13 481 421
Apport en capital de LO Holding S.A.	-	20 000 000	-	-	-	20 000 000
Transfert de prime d'émission	-	-35 000 000	-	-	35 000 000	-
Perte de l'exercice	-	-	-13 311 317	-	-	-13 311 317
Bilan au 31 décembre 2017	40 000 000	21 072 360	-13 311 317	14 000	-9 183 457	38 591 586

16. Positions en monnaie étrangère

La Banque compte les positions suivantes en monnaie étrangère au 31 décembre 2017 :

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2017	Actif	Passif
	EUR	EUR
CAD	3 794 403	3 781 111
CHF	52 543 998	51 820 349
GBP	270 795 669	273 341 512
JPY	63 202 848	63 191 456
NOK	17 119 279	17 097 127
SEK	2 678 345	2 663 962
USD	299 173 265	299 760 709
Autres monnaies	3 670 397	3 617 518
Total	712 978 205	715 273 745

La Banque compte les positions suivantes en monnaie étrangère au 31 décembre 2016 :

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2016	Actif	Passif
	EUR	EUR
CAD	4 553 310	4 540 263
CHF	35 334 541	35 221 264
GBP	89 903 817	90 261 380
JPY	2 448 747	2 437 369
NOK	10 184 514	10 170 046
SEK	2 438 130	2 424 993
USD	328 162 480	328 714 666
Autres monnaies	6 826 325	6 796 718
Total	479 851 864	480 566 699

17. Passifs et engagements éventuels**17.1 Passifs éventuels**

Passifs éventuels comptabilisés hors bilan comprenant :

	2017	2016
	EUR	EUR
Garanties et autres substituts directs pour les crédits	945 109	2 649 425

17.2 Engagements

Engagements comptabilisés hors bilan comprenant :

Engagements au 31 décembre 2017

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	3 334 565	11 359 364	2 537 854	17 231 782
Engagements relatifs aux paiements du contrat de bail	742 755	874 972	-	1 617 727
Total	4 077 320	12 234 336	2 537 854	18 849 509

Engagements au 31 décembre 2016

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	2 555 858	8 236 166	3 718 111	14 510 135
Engagements relatifs aux paiements du contrat de bail	685 660	976 175	-	1 661 835
Engagements relatifs aux lignes de crédit non utilisées	342 405	-	-	342 405
Total	3 583 923	9 212 341	3 718 111	16 514 375

La hausse des engagements en 2017 est principalement attribuable à l'établissement de la succursale à Milan, Italie.

17.3 Services de gestion et de fiducie

La Banque a fourni les services de gestion suivants à des tiers au cours de l'année :

- gestion et conseil en placement ;
- services d'administration des valeurs mobilières ;
- transactions fiduciaires.

18. Système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La Loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), transposant dans le droit luxembourgeois la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts, a été votée le 18 décembre 2015. Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs en place par le biais de l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL) a été remplacé en 2016 par un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Ce nouveau système couvre les dépôts éligibles de chaque déposant dans la limite de EUR 100 000 et les investissements dans la limite de EUR 20 000. La Loi stipule également que les dépôts résultant de transactions particulières ou à but social ou autre sont protégés au-delà de EUR 100 000 pour une période de 12 mois.

Les provisions qui ont été constituées par les établissements de crédit au titre de l'AGDL dans leurs comptes annuels ont été utilisées conformément aux contributions des banques au nouveau Fonds de résolution Luxembourg (FRL), respectivement au nouveau Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL).

Le montant provisionné du FRL devra atteindre à la fin 2024 au moins 1% des dépôts couverts, comme stipulé dans l'article 1 numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit autorisés dans tous les Etats membres participants. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par des cotisations annuelles durant les années de 2015 à 2024.

Le niveau de financement visé du FGDL est fixé à 0,8% des dépôts couverts, comme stipulé dans l'article 163 numéro 8 de la Loi, des établissements de crédit concernés et devrait être atteint à la fin 2018 par le versement de contributions annuelles. Les contributions sont acquittées sous la forme de paiements annuels durant les années 2016 à 2018. Lorsque le niveau de 0,8% sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois poursuivront leurs contributions de sorte à constituer un coussin de moyens financiers de 0,8 pour cent des dépôts garantis endéans 8 ans comme stipulé dans l'article 163 numéro 8 de la Loi.

Au 31 décembre 2017, la Banque n'a plus de provision en lien avec l'AGDL (2016 : EUR 214 513).

En 2017, la Banque a utilisé la provision AGDL existante (EUR 214 513) aux fins de la contribution au FRL et au FGDL.

19. Compte de profits et pertes

19.1 Répartition des produits des intérêts et des commissions nets perçus par marché géographique

	2017	2016
	EUR	EUR
Luxembourg	7 266 446	6 316 179
Belgique	8 374 318	8 449 462
Pays-Bas	4 678 741	4 856 487
Espagne	3 476 156	3 188 144
France	8 935 331	7 074 981
Royaume-Uni	5 675 374	5 645 289
Italie	981 628	196
Total	39 387 994	35 530 738

19.2 Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières

Le résultat net sur les opérations financières est lié principalement à l'effet de change des activités de la succursale britannique.

19.3 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont analysés comme suit :

	2017	2016
	EUR	EUR
Produits correspondant aux services fournis au Groupe	3 719 690	3 483 856
Total	3 719 690	3 483 856

Les produits correspondent principalement à la refacturation des charges de personnel et des autres coûts associés.

19.4 Autres frais administratifs

Les autres frais administratifs se composent de la manière suivante :

	2017	2016
	EUR	EUR
Immeubles	3 860 859	3 931 174
Frais de bureau	1 280 639	1 103 517
Autres charges d'exploitation	7 700 436	8 093 380
Total	12 841 934	13 128 071

Les autres charges d'exploitation se composent principalement des services d'audit et de conseil d'un montant de EUR 2 725 495 (2016: EUR 2 775 992), les frais de voyage et de divertissement pour EUR 1 646 541 (2016 : EUR 1 505 599), l'assurance pour EUR 512 289 (2016 : EUR 606 090), les frais d'adhésion et marketing pour EUR 714 422 (2016 : EUR 872 502).

19.5 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels sont analysés comme suit:

	2017	2016
	EUR	EUR
Reprise de provisions pour litige (France)	300 000	-
Autres	80 916	-
Produits relatifs à des erreurs opérationnelles	3 642	69 529
Charges relatives à des erreurs opérationnelles	-197 042	-133 304
Total	187 516	-63 775

20. Informations relatives aux employés et à la Direction

20.1 Effectifs

Le nombre moyen d'employés au cours de l'exercice financier est détaillé ci-dessous :

	2017	2016
Haute direction	8	9
Responsables	100	84
Employés	79	84
Total	187	177

Les effectifs s'élèvent à 186 au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016 : 180).

20.2 Membres des organes d'administration, de direction et de supervision

Les engagements au titre des rémunérations et des pensions versées aux membres du Management Committee en fonction durant l'année sont les suivants: rémunération EUR 1 639 987 (2016 : EUR 1 463 320) et pensions EUR 62 299 (2016 : EUR 63 329).

Aucune créance n'a été consentie aux membres du Conseil d'administration ou du Management Committee qui n'ont, par ailleurs, bénéficié d'aucune garantie. Les administrateurs indépendants n'ont perçu aucune rémunération.

21. Honoraires versés au réviseur

Le montant total des honoraires accumulés et payés par la Banque au réviseur externe (hors TVA) est présenté ci-dessous :

	2017	2016
	EUR	EUR
Frais de révision	408 127	406 422
Frais liés à la révision	38 593	104 357
Frais liés aux impôts	23 800	9 016
Autres	152 905	40 805
Total	623 425	560 600

22. Impôt sur les sociétés

La Banque est redevable de l'impôt sur les sociétés dans les pays dans lesquels elle exerce ses activités. La Banque doit s'acquitter d'une charge fiscale liée à l'impôt sur la fortune au Luxembourg. En raison des pertes reportées au siège et dans les succursales, la Banque n'a comptabilisé aucune charge au titre de l'impôt sur les sociétés dans les pays où elle est présente.

23. Autres impôts

Les autres impôts comprennent, entre autres, la TVA non remboursable, les taxes professionnelles et l'impôt sur la fortune nette.

24. Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 s'élève à -1,19% (2016 : -1,32%).

Le rendement des actifs correspond au résultat net divisé par le total du bilan.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion du Conseil d'administration est disponible à l'adresse de la succursale française : 8 rue Royale - 75008 Paris.